

Comment défendre la santé du peuple... et sa santé mentale? Fighting for the health of people... – what about our mental health?

La Clinique des citoyens de St-Jacques

Volume 5, numéro 1, juin 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030065ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030065ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (imprimé)

1708-3923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

La Clinique des citoyens de St-Jacques (1980). Comment défendre la santé du peuple... et sa santé mentale? *Santé mentale au Québec*, 5(1), 47–53.
<https://doi.org/10.7202/030065ar>

Résumé de l'article

L'article décrit l'histoire, les objectifs et le fonctionnement de la Clinique St-Jacques. Cette clinique a été fondée 12 ans auparavant en vue de satisfaire les besoins de santé d'une population socioéconomiquement défavorisée. Ayant pour but de servir le peuple, elle cherche à offrir gratuitement tous les soins médicaux possibles et est impliquée dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. La clinique est une coopérative et les services sont gratuits, excepté pour les soins dentaires et psychologiques pour lesquels les membres paient selon leurs moyens. Dans les soins de santé mentale, les services ne sont pas différents qu'ailleurs mais les priorités le sont. Aussi, il faut noter que les thérapeutes sont d'orientation analytique lacanienne.

COMMENT DÉFENDRE LA SANTÉ DU PEUPLE... ET SA SANTÉ MENTALE?

La Clinique des citoyens de St-Jacques

UN PEU D'HISTOIRE

Il y a douze ans, les familles du quartier St-Jacques avaient toutes les chances d'être malades, mais pas les moyens de se payer un médecin. Un groupe de citoyens décida alors, avec des médecins bénévoles, de créer une clinique coopérative afin d'offrir gratuitement à ces familles des services médicaux.

Aujourd'hui, les soins médicaux sont gratuits, mais rien n'a changé sous «la carte-soleil» : la population des quartiers ouvriers reste beaucoup plus susceptible d'être malade que celle des autres quartiers. Nous invitons ceux qui en doutent encore à consulter les statistiques municipales et provinciales à ce sujet. Paradoxalement, cette population peut difficilement acheter les médicaments qui lui sont prescrits, sauf ceux qui ont atteint soixante-cinq ans; ceux qui ont plus de quatorze ans ont tout juste les moyens de se faire arracher les dents; quant aux soins psychologiques, n'en parlons même pas. Pourtant la santé, n'est-ce pas tout cela?

Telle est l'histoire de notre clinique, ce pourquoi elle est née et ce pourquoi, envers et contre tout, elle continue d'exister. Défendre la santé du peuple, pour nous, c'est dénoncer les conditions de vie et de travail qui minent sa santé, tout en lui assurant des services qui lui seraient autrement inaccessibles. Suivant les périodes, nous avons pu avoir tendance à privilégier l'un ou l'autre de ces aspects de notre travail. Mais dans l'ensemble, nous avons réussi à mener de front l'appui aux luttes du peuple et le développement de nos services malgré toutes sortes de difficultés.

Car l'histoire de la clinique elle-même est celle d'une longue lutte pour survivre. Par exemple, Centraide reconnaissait notre «œuvre» jusqu'en 1978. Nous n'y avons rien changé, pourtant Centraide décidait tout à coup de nous couper ses subventions : les services de santé sont, selon elle, du ressort du gouvernement. Or, en 1973, les coopérateurs avaient refusé de devenir un C.L.S.C. justement parce que les cliniques d'État n'offraient ni les médicaments ni les soins dentaires, et qu'elles supportaient mal la contestation.

Notre seule force réside dans le soutien de nos membres. Si, d'année en année, nous accordons toujours plus d'importance à la démocratisation

de notre organisation, ce n'est pas pour la citer en exemple. C'est le seul moyen qui nous permette de survivre face aux attaques extérieures et aux tentatives de sabotage intérieures dont nous avons été victimes comme plusieurs autres groupes populaires. En effet, certains ont voulu changer notre orientation sans respecter les instances démocratiques. D'une organisation non structurée, nous avons ensuite créé des comités de travail; depuis quelques années, nous tenons des assemblées générales annuelles où sont votées les grandes orientations de la clinique et, des «conseils de coopérateurs» bi-mensuels sont chargés de les appliquer. Le comité de direction, constitué de neuf coopérateurs, est élu et révocable; l'équipe des permanents, incluant les professionnels, lui est entièrement soumise. Nous sommes donc bien différents des cliniques privées et des C.L.S.C.!

NOTRE ORIENTATION : PARTI-PRIS POUR LE PEUPLE

Qu'est-ce donc ce qui nous différencie des autres cliniques de santé communautaire? Nous sommes une organisation issue du peuple, au service du peuple, et contrôlée par le peuple. Nous nous organisons pour offrir au plus grand nombre de gens les services qu'ils ne peuvent se payer ailleurs : les médicaments, les soins dentaires et les soins psychologiques. Nous soutenons l'idée que le peuple revendique la gratuité de ces services. Il y a dix ans, en effet, l'assurance-maladie n'est pas tombée du ciel.

Mais là ne s'arrête pas notre parti-pris. La maladie non plus ne vient pas du ciel. Si la population des quartiers ouvriers est plus malade qu'ailleurs, ce n'est pas par hasard. C'est que les conditions de vie et de travail sont déterminantes pour la santé. Et le système capitaliste, tout le monde commence à l'admettre, vit de la misère du peuple. Pour assurer son profit maximal, une minorité maintient les conditions de travail et de vie de la majorité à un seuil minimal qu'elle ne hausserait jamais si ce n'était de la révolte du peuple. C'est surtout le cas en période de crise, comme actuellement : on gèle les salaires, on coupe les services sociaux.

Ce que certains n'admettent pas, c'est que nous voulions y changer quelque chose. Pour défendre la santé du peuple, il ne faut pas nous contenter de lui offrir des services, il nous faut aussi dénoncer ses mauvaises conditions de vie et de travail et participer à ses luttes pour les améliorer. Par exemple, nous avons tenu à la clinique des débats sur la loi 17, le front commun, la lutte des garderies, etc.

Nous voulons cependant nous démarquer des tendances «gauchistes» qui visent à faire des groupes populaires des organisations de «lutte de classes». Point n'est besoin d'adhérer à une idéologie politique pour se faire soigner chez-nous. Nous sommes favorables à la libre expression de tous les points de vue, à condition que soient respectés notre orientation et notre fonctionnement démocratique.

Il est évident que ce parti-pris se reflète sur nos services. En théorie, nos services de médecine, de dentisterie et nous le verrons plus loin, de psychothérapie, ne sont pas différents d'ailleurs. Mais pratiquement, pour nous, même si les problèmes de santé sont souvent vécus individuellement, nous pensons qu'ils doivent être intégrés à la vie collective du peuple, à ses difficultés et à ses aspirations.

LES COOPÉRATEURS DE LA CLINIQUE

Bien des gens pensent qu'une clinique comme la nôtre est nécessaire dans des quartiers défavorisés. Sommes-nous dans un quartier «défavorisé»? La clinique est située sur le plateau Mont-Royal, au cœur des quartiers ouvriers de Montréal. Nous comptons entre trois mille et quatre mille familles parmi les membres actifs de notre coopérative. Au dernier relevé, nous n'avons dénombré que 4% d'assistés sociaux parmi ceux-ci. La majorité de nos coopérateurs sont des travailleurs, des travailleuses, des ménagères et leurs enfants, c'est-à-dire ceux dont les conditions de vie se dégradent sans cesse, et pour qui, paradoxalement les services de santé non-médicaux ne sont pas gratuits. Comme portrait-type, notre coopérateur est un ouvrier qui gagne environ \$14 000, dont la femme ne travaille pas, et qui a deux enfants. Alors, prescrivez-lui des antibiotiques pour soigner l'otite de son petit, dites-lui qu'un traitement de canal peut sauver une dent, suggérez-lui de voir un psychologue... : pour lui tout cela est du luxe.

Nous espérons, disions-nous, offrir ces services au plus grand nombre de gens possible. Sans exception? Pas nécessairement. Pour ceux qui persistent à croire que la santé est apolitique et que la médecine est neutre, nous aimerions raconter un fait. Il y a quelques années, nous avons été confrontés à la situation suivante : nous traitons le propriétaire d'un restaurant et l'un de ses employés. Un jour, le propriétaire a refusé à son employé un congé de maladie pour un accident survenu au travail. Ces exemples ne pleuvent pas mais sont significatifs. En assemblée générale, les coopérateurs ont décidé d'exclure, non comme patients, mais comme coopérateurs ayant droit aux services gratuits, les gros propriétaires et les employeurs qui avaient de telles pratiques. Quelle population desservons-nous? Le peuple.

DÉFENDRE LA SANTÉ PAR NOS SERVICES

Nous sommes organisés en coopérative. Les membres paient une cotisation de \$3,00 par mois, par famille, qui leur donne droit aux soins médicaux, aux médicaments, aux soins dentaires et aux services psychologiques. Nous avons dû mettre des restrictions aux soins dentaires et psychologiques. La demande en dentisterie est immense. Fidèles à notre orientation, nous avons voté un système de sélection basé sur les revenus, les personnes à charge, le besoin et l'appartenance à la classe sociale. Il en est de même pour les services psychologiques. Selon ces mêmes critères, les patients

doivent payer entre zéro et vingt dollars par séance. Nous sommes conscients des limites de nos services. Mais en contrepartie nos revendications sur ces points n'ont pas de limite : médicaments, soins dentaires et services psychologiques gratuits et accessibles à tous. Selon nous, c'est un droit.

Notre premier objectif est donc de fournir au peuple les meilleurs services. Nous n'avons pas de pratiques différentes des autres cliniques. Nous surprenons bien des gens quand ils constatent que nos médecins ont de vrais diplômes, que nous prescrivons souvent du valium et que nous croyons encore aux thérapies individuelles. Ce n'est pas dans ces domaines que nous adoptons des pratiques considérées comme plus innovatrices, plus révolutionnaires. Prenons, par exemple, la tendance à la déprofessionnalisation qui semble si importante dans une clinique comme celle de Pointe St-Charles (Blanchet, L., *La santé mentale à Pointe St-Charles. Santé Mentale au Québec*, vol. III, n° 1, juin 1978, p. 36-44). Chez nous, la majorité des professionnels sont engagés aux mêmes conditions que les autres employés. Tous ont le même pouvoir décisionnel dans l'équipe des permanents et tous sont soumis au comité de direction. Cependant, dans notre pratique professionnelle, il n'y a pas d'équipe multidisciplinaire. Sans encourager l'octroi de privilèges aux professionnels, nous ne croyons pas que la professionnalisation des actes médicaux soit un obstacle majeur à la défense de la santé du peuple. C'est plutôt l'organisation sociale qui méprise la santé du peuple.

ET LA SANTÉ MENTALE?.. NOS SERVICES DE PSYCHOTHÉRAPIE

Encore plus que le bien-être physique, encore plus qu'une saine dentition, la santé mentale est un tel luxe pour le peuple que les gens ne prétendent même pas y avoir droit. Ceux qui demandent formellement des services psychothérapeutiques à la clinique, parce qu'ils se sentent en difficulté psychologique, peuvent être comptés sur les doigts de la main. Les gens du peuple voient un médecin lorsqu'ils sont «malades» ou épuisés, qu'ils ont des ulcères, des maux de dos, des maux de tête, des cauchemars, des insomnies, etc. Ils ne savent pas ce qui se passe. Ils veulent guérir par des médicaments, puisqu'il le faut. (Existe-t-il autre chose d'aussi rapide et efficace?). De la même façon, attendront-ils que la situation se détériore avant d'aller voir le dentiste et lui demander d'arracher tout ce qui fait mal? Depuis qu'ils sont au monde, ils se débattent tellement avec leurs conditions de vie, qu'ils ne réalisent même pas à quel point celles-ci influencent leur santé mentale et ce, avant même qu'ils ne soient nés. Ils ont fait leur deuil du bien-être psychique. Faut-il des exemples? Les logements exigus et plus ou moins salubres créent une telle promiscuité au sein de la famille qu'elle conduit à des problèmes d'inceste ou encore, de haine qui dégénère en agressivité contre la société (délinquance), ou en agressivité refoulée si elle est trop réprimée à la maison (anxiété, autopunition, etc.). Un travail en usine dur et insatisfaisant, une demande de productivité accrue, une course à l'argent pour «joindre les deux bouts» sont autant de facteurs qui provoquent de l'anxiété dans sa forme la plus bénigne

ou encore, à un degré plus élevé, des maladies psychosomatiques, sans parler des problèmes d'alcoolisme, de toxicomanie, etc. Mais, au lieu de sombrer dans des crises dépressives graves ou dans des formes diverses de délire psychotique, les gens du peuple présentent une somatisation plus ou moins importante. Lorsqu'ils viennent voir le médecin, ils ne demandent que très rarement une aide psychothérapique.

Une telle situation non plus ne vient pas du ciel. À moins d'être vraiment «fous», les gens du peuple n'ont pas accès aux soins psychologiques. Qui, parmi nos coopérateurs, pourrait se payer le \$30,00 par séance d'un psychologue privé? Mais il y en a des soins gratuits, direz-vous. Les cliniques externes d'hôpitaux, la psychiatrie de secteur, qu'en faites-vous? Placez-vous dans le contexte de celui qui a déjà bien de la peine à admettre qu'il souffre psychiquement. Offrez-lui d'aller à l'hôpital Notre-Dame, (l'hôpital responsable de notre secteur), et il vous répondra qu'il n'est pas fou. Il insistera plutôt pour voir un psychologue à la clinique, parce que ce n'est pas un hôpital, parce que nous voyons les gens en dehors des heures de travail (pour qu'ils ne perdent pas leur emploi), et en dehors des heures d'école (pour les enfants) et ce, sans trop de délai. Tous ceux qui acceptent d'aller à l'hôpital, nous les y référons. Nous tentons d'utiliser au maximum les services psychologiques offerts gratuitement ailleurs.

Si la santé est un luxe pour le peuple, le service psychothérapique en est un aussi pour la clinique. Nous n'avons pas toujours eu les moyens de l'offrir, et encore maintenant, il est difficile de le maintenir. Pendant longtemps, nous avons dû compter sur le bénévolat de psychiatres progressistes qui venaient travailler un soir sur deux. À certaines périodes, quelques médecins faisaient de la psychiatrie régulièrement. Mais les psychiatres sont rares, les psychiatres progressistes encore plus. Ce n'est que depuis un an et demi que ce service s'organise vraiment. Le besoin de services psychologiques s'imposant aux médecins, nous avons recruté des psychothérapeutes diplômés en psychologie. Quatre d'entre eux ne viennent que pour des consultations et deux autres se sont intégrés comme permanents. Mais tout le monde sait que ces services ne sont pas gratuits, et nos budgets ne nous permettent pas d'absorber le déficit encouru: pourtant nous jugeons le besoin urgent. Nous avons donc établi des critères de sélection: les gens paient, à la clinique, selon leurs capacités (salaires, personnes à charge, classe sociale), entre zéro et vingt dollars la séance. Le problème, c'est qu'il y a beaucoup de «zéros». Voilà pourquoi la clinique revendique la gratuité des services psychologiques pour tous.

Dans ce domaine de la santé mentale, avons-nous une approche différente des autres cliniques? Là comme ailleurs, pas nécessairement. On l'a dit, notre objectif principal est de rendre accessibles au peuple les services psychologiques essentiels mais rares. Jusqu'à présent nous avons utilisé toutes les ressources professionnelles disponibles qui respectent le peuple, et nous acceptons toutes les techniques thérapeutiques qui peuvent l'aider.

Par la force des choses, l'approche varie selon les psychothérapeutes. Les thérapies sont individuelles, sauf pour quelques groupes de relaxation et deux groupes d'atelier d'art thérapeutique pour enfants.

Nos services psychothérapeutiques ne sont donc pas vraiment différents d'ailleurs. Par contre, nos priorités diffèrent souvent. Plusieurs de nos patients avaient déjà consulté un thérapeute en clinique externe mais, au bout de quelques séances, on les avait renvoyés avec une prescription sous prétexte qu'ils «fonctionnaient» : ils travaillaient, avaient des projets et, dès lors, leurs troubles ont été considérés comme mineurs. Nous recevons également quelques enfants qui, malgré la présence d'un psychologue à l'école, ne peuvent avoir un «suivi» psychologique. D'autres, encore, nous sont référés par les services gouvernementaux parce qu'ils n'entrent pas dans le cadre de leurs priorités, et alors ils doivent attendre très longtemps un rendez-vous (au risque d'un passage à l'acte entre-temps). Certains autres viennent à la clinique parce que le suivi a été insatisfaisant ailleurs.

À la clinique une des approches psychothérapeutiques est analytique, d'orientation lacanienne. Sans qu'elle soit dominante, cette pratique de thérapie par la parole est pratiquée par la psychothérapeute à temps plein, responsable de l'équipe. L'orientation du service en est donc influencée, ce qui soulève des discussions d'équipe à propos de questions théoriques importantes : la séparation du dossier médical du dossier psychologique, le paiement, la place de l'analyse dans un groupe populaire.

On pourrait penser qu'il y a contradiction entre cette approche individuelle et l'orientation générale de la clinique. Cependant, il faut bien distinguer la démarche individuelle de l'individualisme. La psychothérapie analytique n'a pas nécessairement pour but un repliement sur soi. Au contraire, l'analyste étant convaincu que le langage est un lien social et que les réalités psychologiques sont des réalités matérielles, il cherche à faire prendre conscience au patient qu'il y a une relation entre son environnement et son «mal à vivre». Ainsi, le patient analyse son rapport avec les autres en se réappropriant sa propre «histoire». Tout en analysant les formations de l'inconscient, loin d'isoler le patient, le psychothérapeute «travaille» avec la famille et même l'école, s'il y a lieu. Il n'hésite pas à analyser également l'impact des conditions de vie sur l'histoire des individus, et l'impact possible des individus sur leurs conditions de vie.

Mais les patients affluent, le service presse et nous n'avons pas toujours le temps de théoriser plus avant.

AUTOCRITIQUE

La rédaction de cet article nous a permis de prendre le temps de faire à nouveau le point sur l'ensemble de notre travail et sur notre expérience plus récente en santé mentale.

Nous pensons être restés fidèles à notre mot d'ordre : défendre la santé du peuple. Ne serait-ce que par les services qu'elle offre au peuple, la clinique a encore sa raison d'exister. Bien sûr, nos services ont une portée bien limitée, et nous en sommes conscients. Une clinique populaire comme la nôtre demeure une structure parallèle, en marge des structures étatiques toujours croissantes. Son existence est maintenue à bout de bras par le peuple qui doit se payer cela en plus de ce qu'il paie à l'État. Pour défendre la santé du peuple à l'heure actuelle, il nous semble donc de plus en plus important de défendre, au-delà de la clinique elle-même, les revendications qu'elle met de l'avant : médicaments, soins dentaires, soins psychologiques gratuits pour tous. C'est d'ailleurs dans cette fonction de contestation de l'ordre existant et des structures proposées par l'État, et de revendication des droits du peuple, que la clinique, limitée dans ses services, a toujours élargi son influence. Elle représente un point de vue différent pour ceux qui y sont coopérateurs, pour ceux qui viennent y faire des travaux (étudiants en médecine ou en travail social), pour ceux qui en entendent parler.

C'est pourquoi nous étions heureux de nous faire connaître par l'entremise d'une revue pourtant spécialisée en santé mentale. En ce domaine, notre service est restreint bien que surchargé, et notre réflexion nous semble juste, bien que limitée. Nous croyons répondre, à l'intérieur de nos limites, à un besoin urgent, et de façon différente, en défendant le peuple. Beaucoup trop de réflexions sur la santé mentale se font sur le dos du peuple, et au-dessus de sa tête.

En deux mots, la réalité, nous avons les deux pieds dedans. C'est cette réalité qui nous donne, comme à tout le peuple, des problèmes pratiques. Mais c'est aussi la réalité qui nous oblige à prendre partie pour les régler. Un exemple? Bien qu'à cette période de l'année nous devons mettre beaucoup de temps à demander des subventions pour combler notre déficit, cet article a été soumis à toutes les instances décisionnelles de la clinique; il a été remanié selon leurs critiques, l'autocritique a été élaborée collectivement, et il est signé :

Clinique des Citoyens de St-Jacques

SUMMARY

This article describes the history, objectives and functioning of the St. Jacques Clinic. This clinic was founded twelve years ago in order to meet the health needs of a lower socioeconomic population. Having for its purpose to serve the people, it seeks to offer, free of charge, all medical care possible and is involved in the fight to improve the living conditions of the workers. The clinic is a cooperative and the services are all free except for dental and psychological care for which the members pay by a selection system. In mental health care, the services are no different than anywhere else but the priorities are. Also, it is to be noted that the therapists are of lacanian analytic orientation.